

New Europe College Yearbook 2013-2014



MARIAN VIOREL ANĂȘTĂSOAIE
DANIEL ANDERSSON
NORAH BENARROSH-ORSONI
FRANCESCA BIAGIOLI
TREASA CAMPBELL
DANIEL CRISTEA-ENACHE
LUCIE GUESNIER
DAMIEN GUILLAUME
TAMÁS KISS
SARA KUEHN
JONATHAN MURPHY
DOMINIC NEGRICI
MLADEN OSTOJIĆ
NAOMI VAN STEENBERGEN

Editor: Irina Vainovski-Mihai

Copyright – New Europe College
ISSN 1584-0298

New Europe College
Str. Plantelor 21
023971 Bucharest
Romania
www.nec.ro; e-mail: nec@nec.ro

Tel. (+4) 021.307.99.10, Fax (+4) 021. 327.07.74



LUCIE GUESNIER

Née en 1984, en France

Doctorante au Centre d'histoire sociale - Paris I - Sorbonne
Thèse : *Socialisme et mouvements sociaux en Roumanie, 1880-1914*

Participation à des colloques internationaux
Nombreux articles scientifiques

RÉFLEXIONS SUR L'ÉCRITURE D'UNE HISTOIRE DE LA CONTESTATION EN ROUMANIE

La révolte paysanne de 1907, allégorie de la modernité ?

Résumé

Approcher la contestation en Roumanie, c'est plonger dans les méandres d'une historiographie schizophrène. L'abondance des analyses avant 1989 qui labellisent toute manifestation de la contestation sous le sigle du socialisme, révèle la préoccupation des communistes de légitimer leur autorité. Et l'obsession des historiens post-1989, de revenir sur les origines du libéralisme, laissant la contestation en marge du récit, semble relever d'un mécanisme inverse, non moins en proie aux déterminismes historiques. L'objet de cet article est de proposer une méthodologie sortant des catégories déterminées, afin d'élaborer un récit de la contestation en Roumanie. La révolte paysanne de 1907 en est le point de départ.

Mots clés : Histoire discontinue, socialisme, contestation, révolte paysanne, mouvements sociaux, utopies, modernité, nationalisme, transferts de modèles, historiographie, archives, temporalités événementielles

En replaçant la révolte paysanne de 1907 au cœur du processus de modernisation en Roumanie, cet article au sous-titre qui peut sembler provocateur, propose d'interroger l'écriture de l'histoire de la période, au tournant du 20ème siècle¹. Le récit historique a bien souvent considéré la modernisation à l'Est comme un processus continu et progressif qui devait s'accomplir en miroir, conformément aux modèles désignés, les États gardiens de la civilisation. Partir de la révolte paysanne et plus largement des formes de contestation qui s'expriment en contrariété avec cette modernité est un moyen d'approcher le sujet depuis une autre perspective,

en décalage avec la tradition historiographique. En effet, l'historiographie post-1989² de la Roumanie a principalement perçu et décrit cette révolte comme un écart, une réminiscence fortuite d'un passé féodal mal digéré qui se dresse en travers du chemin linéaire de la modernisation de l'État, et que l'on voudrait oublier.

Suite à l'unification des provinces roumaines, les anciens sujets de la Fédération de Russie et de l'Empire Ottoman font l'expérience de l'État-nation, sous l'autorité du traité de Berlin (1878), qui trace les frontières et reconnaît, entre autres, l'indépendance de la Roumanie. C'est la modernité qui est invoquée, l'expérience constitutionnelle, l'état national souverain, le modèle des élections, dont le gouvernement des libéraux s'empare sous l'égide de la Monarchie Constitutionnelle des Hohenzollern. En 1907, le pays s'enflamme sous forme de révoltes paysannes et de débats d'opinion qui cherchent à donner un sens à l'explosion de la colère. Les paysans de ce jeune État, les plus nombreux, et pourtant les laissés pour compte de la modernité, avaient-ils autre chose à dire que ce que la violence de leurs actes exprimaient déjà ? Comment les discours sur l'émancipation, l'autonomie de la nation, les espoirs tournés vers l'Ouest, l'introduction de la Roumanie dans les rouages du commerce international, l'apparition d'une bourgeoisie locale, pouvait-ils intégrer ce printemps 1907, sans renvoyer la modernité invoquée à une fantaisie de l'esprit ?

Cela peut sembler paradoxal, voire illégitime qu'à l'effigie de la modernité, habituellement associée à son lot de récits sur les révolutions industrielles, les principes démocratiques, les pratiques parlementaires, les institutions représentatives, et les envolées idéologiques émancipatrices, on trouve une jacquerie de paysans, dont l'imaginaire collectif conserve en mémoire les figures hirsutes, désespérés et effrayantes, dévastant les domaines agricoles des grands propriétaires terriens. Mais opter pour 1907 comme point de départ d'un retour sur le récit historique, alors que presque quarante ans s'étaient écoulés depuis l'adoption de la première constitution démocratique roumaine (1866), est une option méthodologique dont la raison se trouve essentiellement dans les conflits historiographiques sur le sujet.

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le débat sur la véracité des récits, ou sur la réalité des faits, chaque récit poursuivant une perspective qui lui est propre. Il s'agit plutôt de placer la lecture de l'événement dans une autre perspective, qui consiste à centrer l'attention non pas sur les espaces politique en train de s'auto-légitimer, mais plutôt sur les processus à

l'œuvre de leur construction, et surtout sur ce qui se joue au cœur de la révolte paysanne, dans le cœur des paysans. Je propose de considérer cette révolte comme sujet significatif dans l'écriture d'une histoire de la Roumanie à cette période.

D'autre part, le coup porté au mouvement socialiste, rendu responsable des émeutes paysannes, marqua un tournant au sein du discours socialiste qui finit par se sédimenter dans la création d'un parti en 1910, sur la base de ce virage. Approcher la contestation durant cette période, c'est donc également porter un regard sur la formulation et les pratiques du socialisme, s'érigeant en représentant d'un modèle de contestation.

L'objet du présent article n'est donc pas d'entrer dans le récit de la contestation en Roumanie, mais de construire les fondations préliminaires à l'écriture d'une telle histoire, en mettant en perspective mouvements sociaux et modernité, socialisme et idéologies, historiographie et récits sur le passé.

Dans un premier temps j'aborderai les ressorts de la fabrication de l'histoire de la modernité, et la place conflictuelle des mouvements sociaux dans celle-ci. L'objet de mon deuxième temps retiendra la révolte de 1907 comme moment charnière dans le récit, en vertu de l'hypothèse selon laquelle les mouvements sociaux ne sont pas seulement des aléas dans le processus historique, mais motivent également l'écriture de l'histoire. Puis j'aurai quelques réflexions liées à la définition du socialisme, érigé en doctrine représentante des mouvements sociaux, dans un contexte où les transferts de modèles se jouent aussi dans le discours contestataire. Enfin, dans une analyse historiographique, je développerai quelques remarques sur le rapport à mes sources, complexifié par 44 années de régime communiste, dont l'une des œuvres principales est d'avoir contribué à figer l'histoire dans les cadres du matérialisme historique.

I. Les mouvements sociaux au cœur de la fabrication de l'histoire

Avant de développer la méthode d'approche que je privilégie pour observer les mouvements sociaux de la Roumanie et de montrer leur importance dans la fabrication de l'histoire, il me semble essentiel de revenir sur l'influence qu'exercèrent la modernisation et le nationalisme sur le récit historique.

1.1. La place de la modernité et du nationalisme dans la construction du récit historique

L'attention portée à la contestation dans l'argument que je propose ici est, en premier lieu, une manière de mettre le doigt sur les failles d'un système qui cherche à s'imposer par l'invocation de modèles. Parmi les modèles invoqués, ceux qu'on appelle alors les grandes puissances européennes, comme la France ou l'Allemagne, matrices de la modernité et du nationalisme. Maria Todorova rappelle dans son article «The trap of Backwardness : Modernity, Temporality, and the Study of Eastern Europe Nationalism », qu'il existe un consensus parmi les chercheurs sur le nationalisme, concernant le lien entre modernité et nationalisme, « le nationalisme (...) [étant] un produit de la modernité (...)»³. Cette filiation du nationalisme, dans la forme que l'on connaît à la fin du 19ème siècle, à la modernité s'opèrent dans le rapport que ces deux concepts entretiennent avec le temps, qu'il soit un rapport au passé ou un rapport au futur, et donc dans leur rapport à l'écriture de l'histoire⁴.

Le nationalisme, contrairement à la modernité, qui s'appuie sur le changement et le renouvellement, insiste sur le besoin de racines et de tradition, c'est-à-dire sur l'obsession de la généalogie et de la continuité⁵.

De ce point de vue, le récit des continuités historiques semble pris dans les ficelles du nationalisme qui se sert de celui-ci pour « se raconter et se légitimer⁶ ». Poser la question des processus de modernisation, c'est donc aussi poser la question de l'écriture de l'histoire. Et l'apport du concept des *discontinuités* dans la discipline, est un outil essentiel de la remise en question du discours sur la modernité. Je reviendrai plus loin sur cet aspect.

L'intention de Maria Todorova est donc d'interroger les discours invoquant la modernisation, qui inventent la nation et qui se servent du récit historique pour se sédimenter. Selon cette auteure, *l'a-priori* trop rarement discuté, selon lequel se mettrait en place dans la deuxième moitié du XIXe siècle une dualité de temps et d'espace avec d'un côté un Occident républicain, national et universalisable, érigé au rang de modèle, et de l'autre, un Orient retardataire, dont les efforts de mimétisme seraient sans cesse insuffisants, sert un certain type de discours. En effet, le postulat d'un nationalisme qui aurait précédé un autre dans le temps, rendant le second « moins mature, plus jeune, incontrôlable, faisant naître des formes qui ne seraient pas organiquement appropriées au contexte dans

lesquelles elles ont été transplantées, et par voie de conséquence, vouées à dégénérer⁷», répondrait à des logiques inhérentes aux nécessités du discours. Maria Todorova s'applique de manière pertinente et documentée à invalider ce postulat, démontrant dans la *longue durée*, une relative simultanéité des nationalismes à l'est comme à l'ouest. Ainsi, le discours sur le retard économique de l'Est serait un outils entre les mains de ceux qui le produisent, servant entre autre, le discours sur la nation. Et aux historiens de tomber dans le « piège », selon les termes de Maria Todorova, et de reprendre à leur compte ce discours sans l'interroger.

Le présent propos ne cherche pas à connaître la temporalité exacte des nationalismes de l'Est et de l'Ouest. Ce qui m'intéresse ici se trouve dans les conséquences de telles hypothèses sur l'édification du discours historique. Et pour mettre en lumière ce sujet, il s'agit justement de regarder à l'endroit où un tel discours est sollicité, à savoir à quel moment et pourquoi est-il essentiel que l'Est demeure dans l'ombre d'un modèle mal reproduit, relégué sans cesse dans ce wagon de queue dont chaque tentative de raccrocher le train de la modernité se solde par un échec. A quel moment du passé, le discours sur le retard est-il systématiquement invoqué ?

En outre, et pour apporter de l'eau au moulin de la thèse de Maria Todorova, on remarque que les discours sur le retard endémique de la Roumanie ne s'attardent pas tant à en comprendre les causes, ou a en expliquer les mécanismes internes, qui semblent, par ailleurs, tomber sous le sens. Ce qui motive ce discours c'est plutôt de cristalliser l'attention sur la gravité du décalage et sur la nécessité de rattraper le retard. Et les moments de fissures sociales, où les choses semblent échapper aux autorités, sont autant d'opportunités pour ce discours d'en appeler au sens de la cohésion nationale afin de colmater les fissures. La quête de la modernité se dresse donc devant la nation comme un long chemin, au bout duquel rayonne dans un horizon inatteignable mais vivement recommandable, un système idéal à l'image du modèle.

A ce stade, quelques questions se posent. Comment cette course à la modernité mobilise-t-elle les esprits? Pourquoi est-il indispensable de rester dans la course ? Si la plupart des idéologies ont tôt ou tard repris à leur compte les outils du discours sur la modernité, le libéralisme en tête, puis le conservatisme qui s'en accomoda plus difficilement – du fait de la dimension indépendantiste du nationalisme au 19^{ème} siècle –, la palme d'or revient certainement au discours marxiste qui en exploita tous les ressorts. La contradiction, la mise en duel de forces qui s'opposent, constituant l'essence de la pensée marxiste, le discours sur la modernité,

encré dans le nationalisme, offrait un terrain propice à toutes les théories marxistes. Entre centre et périphérie, ouvriers et paysans, occident et orient, modernité et obscurantisme, progrès technique et retard endémique. La métaphore du train en marche est reprise à l'infini, la locomotive étant incarnée par l'Ouest, les wagons de queue par l'Est. C'est en cela que les paradoxes du discours socialiste émergent. Comment manier à la fois internationalisme et modernité, socialisme et État-nation ? Comment s'ériger en modèle de contestation tout en utilisant les mêmes ressorts discursifs que le système contesté ?

Comprendre ces logiques, c'est non seulement entrer dans les fondements du discours sur la modernité, mais c'est aussi comprendre les mécanismes de sédimentation du discours socialiste, afin de déconstruire l'édifice sur lequel il repose.

1.2. Les transferts de modèles, et variation d'échelle. Réflexions sur les modèles socialistes

La notion de transfert de modèles est un outil exploré depuis une dizaine d'années dans les travaux de Michael Werner et Bénédicte Zimmermann⁸, essentiel pour comprendre ce qui est à l'œuvre dans le processus de modernisation en Roumanie, et en particulier dans l'articulation de la pensée socialiste. Ainsi, si la construction de l'État-nation en Roumanie de même que les impératifs d'émancipation liés aux idéaux libéraux et républicains de 1789 et de 1848, s'inscrivent dans des mécanismes de transfert de modèles, certes variables, inégaux et discutables, l'articulation de la contestation et l'élaboration de contre-modèles ne répond pas moins à la même dynamique de référence à certains modèles exogènes érigés au statuts d'archétypes, et cependant tout autant interprétés, façonnés et reformulés, selon les nécessités locales et les conjonctures particulières. Et les modèles invoqués de n'avoir de forme évidente que dans les discours de ceux qui s'en revendiquent. Il s'agit de s'arrêter sur les tensions dans le discours que révèlent l'observation des résultats, aux regards des modèles invoqués ou des intentions formulées. Ainsi cette argumentation méthodologique tente de penser l'histoire dans ces moments de rupture, dans la lignée des réflexions animées par Michèle Riot-Sarcey et Mauricio Gribaudi, au sein des séminaires organisés à l'EHESS depuis une dizaine d'année⁹. Reposant sur les concepts de discontinuités, de ruptures et de paradoxes que soulèvent ces réflexions, la démarche prend en compte « l'historicité » des événements, définit par Michèle Riot-Sarcey, comme étant

le rapport spécifique entre le sujet qui énonce et qui signifie quelque chose et la chose dite. (...) La signification d'un mot doit être non seulement restituée dans une temporalité mais surtout mise en rapport avec le sujet qui l'énonce¹⁰.

Et quand il s'agit du « socialisme », alors la mise en lumière de ce rapport ouvre le champs à cette histoire discontinue, où la rencontre des différentes versions des phénomènes constitue le point de tension à observer.

L'analyse de ces « réalités conflictuelles¹¹ » s'articule à différents niveaux. Il s'agit d'aborder le socialisme roumain dans ses inter-actions avec le socialisme international et d'observer la place du modèle dans les discours. Tout en interrogeant les possibilités du transfert dans l'ère géographique roumaine, je pose également la question de l'autorité du modèle, voire de sa légitimité.

S'agissant du socialisme international, je m'appuie sur le travail amorcé par George Haupt, historien d'origine roumaine, spécialiste des archives de la Deuxième Internationale. A travers une grille de lecture chronologique et conjoncturelle, ses recherches l'on amené à soulever les contradictions fondamentales entre les socialistes de l'Internationale, notamment autour de la question de l'impérialisme¹², contradictions qui induisent l'échec de l'organisation à la veille de la Grande Guerre. A travers le même prisme méthodologique, mais en changeant d'échelle, j'observe les inter-actions que les socialistes entretiennent avec la réalité sociale qu'ils invoquent au niveau local. Au croisement du social et du politique, j'interroge le rapport des individus qui se revendiquent socialistes à la réalité sociale qu'ils analysent et mettent en jeu dans leurs discours. Que signifie pour un socialiste roumain de la fin du 19ème siècle d'invoquer le problème paysan ? Quels sont les enjeux d'un discours sur l'émancipation des juifs ? Dans quelle mesure le discours produit-il un décalage avec le contexte social qui le fait naître ? Quelles interactions s'établissent entre l'intelligentsia socialiste et les acteurs des mouvements sociaux ?

La réponse à ces questions se trouve précisément dans l'observation de ce qui échappe aux intentions, aux modèles invoqués, dans les angles morts des discours calqués, là où se forment « les interventions collectives destinées à transformer les conditions d'existence de leurs acteurs, de contester les hiérarchies ou les relations sociales, et à générer, pour cela, des identités collectives et des sentiments d'appartenance », selon la définition que Michèle Pigenet et Danielle Tartakowsky confèrent

aux mouvements sociaux dans leur ouvrage collectif « Les mouvements sociaux en France¹³ » :

L'attention est portée sur ces fragments de l'histoire, souvent relégués aux marges du récit historique parce qu'ils en dérangent la continuité, parce qu'ils surprennent le discours. Dans un jeu de miroir du « modèle » avec sa « copie », il s'agit d'en faire émerger les paradoxes de ce jeu, mais surtout ce qui lui échappe, dans les interstices des édifices idéologiques, les espoirs, les irrptions de joie, les peurs, les doutes, toutes ces manifestations de l'humain, qui sont autant de matière des événements. Ce récit des possibles, rarement objet de la recherche historique, se trouve dans les contingences indéterminées, les inter-dépendances qui lient les individus entre eux. Je reviendrai la dessus dans la dernière partie de mon développement.

1.3. L'histoire discontinue, une histoire des possibles

Si l'historien tente souvent d'expliquer dans une démarche déterministe, *a posteriori*, les causes économiques et politiques qui provoquent les événements, l'observation des traces du passé dans leur historicité le pousse souvent à constater que les événements dans leur temps étaient bien parfois imprévisibles, qu'ils relevaient du hasard ou plutôt d'une multitude de conjonctures échappant aux analyses, qu'on appelle les contingences.

Dans sa critique des continuités historiques¹⁴, Michèle Riot-Sarcey met en exergue que cette forme d'écriture de l'histoire, qui cherche à lisser les aspérités du temps, afin de lui conférer une continuité, sert surtout au renouvellement des régimes politiques nationaux qui entretiennent leur propre légitimité. Cette histoire favorise une analyse détaillée de la politique, perçue dans sa définition la plus réductrice, c'est-à-dire comme mode de gouvernement des hommes. Il y en a de nombreux exemples dans le domaine de l'histoire des idées, du développement économique, de la modernisation de l'État, des institutions ou du développement technique... Ces récits ont en commun de centrer l'analyse au niveau des instances de pouvoir, dans les institutions, dans les ministères, parmi les élites économiques, fabriquant des groupes d'appartenance impersonnels, laissant de côté le macro-monde, qui par ailleurs constitue l'épaisseur humaine des sociétés, qui se fait jour après jour. Les rapports sociaux entre les individus sont relégués aux marges de la réflexion, comme si l'histoire politique ne pouvait être comprise que par le prisme de la démocratie, des élections, des groupes représentatifs et des idéologies¹⁵. Ce que propose

Michèle Riot-Sarcey, c'est de comprendre « cette fracture entre social et politique qui a marqué l'écriture de l'histoire¹⁶ » et qui détermine nos manières de penser. Pour l'auteure, le récit des continuités historiques se produit sur la base de cette fracture. Elle en saisit les ressorts en revenant dans la temporalité de la fracture, et en portant le regard sur les aspérités du temps, sur les moments qui dérangent la continuité. Ainsi, en empruntant la méthode à la sociologie, il s'agit de remettre l'individu au centre du récit historique puisqu'il est l'artisan du monde social qui l'entoure.

Par le prisme de la révolte paysanne de 1907, mais aussi au-delà, je propose d'ajuster la focale sur la contestation. Le sujet n'est pas l'emballage politique d'une société qui fermente, mais plutôt la fermentation elle-même. Qu'est ce qui se joue entre les individus, ces illustres inconnus qui n'ont pas atteint les instances du pouvoir, et dont personne ne se souvient¹⁷, mais qui véhiculent pourtant, c'est l'hypothèse que je propose, leur version de l'histoire.

A contre-pied de l'histoire déterministe, je me situe avec ses opposants¹⁸ dans la lignée d'une histoire des possibles. Pour Walter Benjamin, dans l'introduction de ses « passages parisiens », l'histoire de la civilisation qui naît dans les continuités est une fantasmagorie :

L'objet de ce livre est une illusion exprimée par Schopenhauer, dans cette formule que pour saisir l'essence de l'histoire il suffit de comparer Hérodote et la presse du matin. C'est là l'expression de la sensation de vertige caractéristique pour la conception que le siècle dernier se faisait de l'histoire. Elle correspond à un point de vue qui compose le cours du monde d'une série illimitée de faits figés sous forme de choses. Le résidu caractéristique de cette conception est ce qu'on a appelé « l'Histoire de la Civilisation », qui fait l'inventaire des formes de vie et des créations de l'humanité point par point. Les richesses qui se trouvent ainsi collectionnées dans l'aerarium de la civilisation apparaissent désormais comme identifiées pour toujours. Cette conception fait bon marché du fait qu'elles doivent non seulement leur existence mais encore leur transmission à un effort constant de la société, un effort par où ces richesses se trouvent par surcroît étrangement altérées. Notre enquête se propose de montrer comment par suite de cette représentation chosiste de la civilisation, les formes de vie nouvelle et les nouvelles créations à base économique et technique que nous devons au siècle dernier entrent dans l'univers d'une fantasmagorie¹⁹.

Ainsi le récit historique, selon Walter Benjamin, parce qu'il se limite à la description des choses et des formes de vie, participe à l'illusion

collective. Et si le récit historique sur la modernité participait lui-aussi à l'univers d'une fantasmagorie ?

Observant les *mouvements sociaux* en marge de la construction de l'État-nation roumain, et de même que pour le concept d'*utopie*, je me situe parmi les historiens qui s'emparent de ces notions, d'avantage explorées par la sociologie, pour en faire des objets du récit historique.

II. La révolte paysanne au centre de l'histoire

Avant de revenir sur l'historiographie de 1907, il convient de montrer en quoi les mouvements sociaux, tel celui du printemps 1907 en Roumanie, véhiculent-ils les utopies motrices de l'histoire.

I.1. La dimension utopique des mouvements sociaux, un moteur de l'histoire

Les mouvements sociaux sont difficiles à saisir pour la discipline historique, du fait de leur dimension saccadée et irrégulière. On trouve d'avantage d'outils d'analyses de ces phénomènes chez les sociologues sur lesquels je m'appuie. Charles Tilly, sociologue américain, définit les mouvements sociaux selon ce qu'il appelle leurs « répertoires de contestation »²⁰. Et son intention est de leur donner la forme d'un objet de recherche par la description de leurs contextes économiques et politiques d'occurrence. L'utopie est elle aussi généralement du ressort de la sociologie ou de la littérature. Comme le souligne Michelle Riot-Sarcey, « l'utopie est un objet problématique pour l'historien²¹ ». La dimension impalpable des utopies est une donnée qui encombre les historiens attachés à la restitution d'un passé par les événements. Et pourtant selon la même auteure,

les utopies concrètes ne sont que des écarts par rapport à l'entre-deux des temporalités vécues par l'être humain. Entre la perception du quotidien des réalités sociales et la projection d'une autre réalité, jugée possible, se joue, (...), une large part du mouvement de l'histoire²².

L'utopie en histoire serait donc saisissable dans les formulations d'espoirs, tournées vers l'avenir, les désirs d'amélioration des conditions de vie, les traces des projets de société qui ont l'ambition de multiplier

les lignes de fuite. Formulation, désirs, traces, sont autant de matière de la fabrication du passé.

L'attention est donc portée à ces interstices qui rompent avec les continuités, que Walter Benjamin, dans sa vision anti-progressiste de l'histoire²³ considère comme des moments révolutionnaires. En effet, selon la lecture de Benjamin par Michael Lowy²⁴, la révolution se loge dans les moments d'interruption du progrès. En porte à faux avec la pensée contemporaine, qui voit dans le progrès un moteur de l'histoire, Benjamin considère que celui-ci mène à la catastrophe. « Il faut couper la mèche qui brûle avant que l'étincelle n'atteigne la dynamite²⁵ », écrit-il dans un aphorisme prémonitoire de l'entre-deux-guerres. Chez Hegel, le progrès est synonyme de raison et liberté, pour la sociale-démocratie, il est synonyme de démocratie et d'égalité, alors que pour les libéraux il est lié au développement économique et technique. Pour Benjamin, le progrès est irréversible.

C'est ce rapport à l'histoire dans ses ruptures, également interrogé comme objet philosophique par Michel Foucault ou Jacques Derrida, dont s'empare l'historienne Michèle Riot-Sarcey dans « Le réel de l'utopie »²⁶. Remettre l'utopie dans la matière de l'histoire est une manière d'approcher l'histoire de la contestation dans la Roumanie au tournant du 20^e siècle, dans une perspective encore très peu empruntée par les historiens du sujet.

Les premiers socialistes roumains, ces individus animés par les idéaux émancipateurs et démocratiques, considérant que les libéraux, gardiens de l'État-nation roumain, avaient bafoués leurs promesses de 1848 dans l'expérience de la monarchie constitutionnelle roumaine, ont porté une attention singulière à ces moments de rupture. Ils ont tenté de formuler le socialisme en Roumanie, s'abreuvant des conflits sociaux et des manifestations de colère de leurs espace-temps respectifs, tout en tentant de les canaliser, multipliant les manifestes, les clubs et les associations. Comme les autres organisations socialistes européennes de l'époque, ils ont formé un parti et multiplié les initiatives pour entrer dans l'espace de l'État, mais leur présence au parlement est restée mineure, et leur participation aux jeux électoraux marginale. Parce que les socialistes roumains n'ont eu que très peu d'influence au parlement roumain durant cette période, parce qu'ils sont restés en marge des architectures constitutionnelles, et des nécessités électorales, ils nourrissent dans une certaine mesure ma démarche, de leurs regard sur l'avenir, de leurs programmes émancipateurs, du décalage qu'il produisent par leurs revendications. Mon intérêt pour ces derniers s'arrête cependant là où la nécessité d'entrer dans l'espace

politique monopolisé par l'État prend le dessus sur l'essence de leurs revendications. En d'autres termes, et pour reprendre une phraséologie marxiste, mon intérêt pour ces derniers s'arrête là où la fin justifie les moyens. C'est l'endroit où « l'homme abstrait – l'adhérent, le militant, le citoyen, l'électeur, l'acteur de l'opinion publique etc.- semble l'emporter (...) sur l'individu concret », là où « le modèle ou le référent se substituent (...) à la réalité mouvante, difficilement saisissable²⁷ ». Ainsi, ceux qui se revendiquent comme socialistes, maintiennent mon attention dans tous ces moments où ils ne tombent pas dans l'abstraction de la représentation, c'est-à-dire dans leurs individualités, dans leurs trajectoires personnelles, dans leurs réseaux, leurs amitiés, et leurs quotidiens. Si je choisis, par cette méthode de ne pas raconter l'histoire au-delà de cette limite, la ligne de partage demeure cependant un objet délicat, mouvant, variable et difficile à saisir.

En somme, le travail que je propose investit cet espace de recherche en friche dont la matière se trouve au cœur des manifestations d'utopies, les désirs de bouleversement, souvent exprimés à l'occasion de conflits sociaux, dans les clubs, les manifestes, au sein des associations ouvrières, à l'échelle des individus, parfois sans lendemains. Cet espace de recherche est limité par les débats politiques qui tentent de recouvrir cette réalité par des discours universalisant dont l'objectif est d'être prononcés dans les parlements et admis par l'État sous forme de réformes.

La démarche ainsi définie, observer là où le temps se fragmente, n'est pas seulement une préférence méthodologique. Cette démarche participe, dans l'attention portée aux possibles, à l'indéterminé, à une réflexion sur l'écriture du passé, en permanence en proie aux déterminismes historiques.

II.2. 1907, le moment est charnière dans le récit de la contestation...

- ...Parce que l'historiographie sur le sujet illustre principalement l'une des versions de l'histoire, celle de la modernité.

La révolte paysanne a été dès 1945 invoquée par l'historiographie communiste²⁸ afin de montrer non seulement par la description de ses causes, les désastres de l'intrusion du capitalisme en Roumanie à la fin du 19^{ème} siècle, mais aussi sa dimension annonciatrice du socialisme, le paysan étant revêtu *a-posteriori* du langage de la lutte des classes. Il s'agissait également d'identifier la contestation de 1907 à un moment de conscience de la nation en calquant des attributs ethniques aux

événements. La lecture entre les lignes des récits communistes sur la révolte paysanne en dit finalement presque davantage sur ce qui préside à l'écriture de l'histoire après la seconde guerre mondiale que sur la révolte elle-même. On comprend que l'histoire se raconte selon des critères de légitimation du Parti, dans les cadres du matérialisme historique et du nationalisme. Invoquée à l'excès avant 1989, la révolte paysanne est ensuite laissée de côté par l'historiographie d'après 89 qui se penche davantage sur la redécouverte de l'histoire du libéralisme, que les communistes avaient laissée de côté.

En dépit du fait qu'il ait été monté en épingle par l'histoire communiste, le printemps 1907 n'en est pas moins chargé de significations dans la présente démarche méthodologique, en ce sens où au moment de l'événement, les débats sur les causes de la révolte, l'intention des paysans, la responsabilité des leaders, les récupérations politiques, abreuvaient la presse, les discours parlementaires et les programmes des partis. En effet, survenant 43 ans après la réforme de modernisation de l'agriculture (1864), cette révolte a constitué un point de départ d'une réflexion sur le contenu et l'efficacité du régime constitutionnel. Pour le premier ministre de l'époque, Mihail Kogalniceanu la réforme de l'agriculture constituait le fer de lance de la modernisation et de l'industrialisation. Elle avait pour objectif de libérer la paysannerie du servage et d'instaurer un régime de petites propriétés rurales (par la sécularisation des terres des monastères, qui représentaient environ un tiers des terres arables²⁹). De multiples analyses³⁰ ont montré en quoi ces objectifs, plus de quarante ans après la réforme, étaient loin d'être atteints. Le fantasme d'une classe moyenne propriétaire, votant selon les principes démocratiques, et favorisant le progrès prenait des airs de mauvais rêve en 1907.

D'un autre côté, l'historiographie post-communiste a noyé la révolte paysanne dans le discours sur la modernité. Au mieux, quand la révolte y est mentionnée, c'est dans une argumentation qui reproduit, sans l'interroger, les principes de l'époque selon lesquels on aurait une Roumanie rattachée aux derniers wagons de la modernité, et dont les efforts échoueraient sans cesse à en atteindre les lois fondamentales. Ces principes étant, dans ce cas, encrés dans le langage de la démocratie : accès des paysans aux droits démocratiques, constitution d'un parti paysan, représentant les revendications de ceux-ci au parlement, programmes politiques incluant la réforme paysanne, et réformes parlementaires. Quand l'historienne de la Roumanie, Keith Hitchins écrivait « la grande révolte paysanne (...) a mis brusquement fin à cette expérience prometteuse d'organisation

politique de la paysannerie³¹ » (elle se référait à l'effort de création d'un parti paysan par les leaders Vasile M. Kogalniceanu, fils du Kogalniceanu sus-mentionné, et Alexandru Valescu, qui ont été emprisonnés suite à la répression), c'est le constat de l'échec de la paysannerie à s'organiser selon un modèle d'accès aux droits par les élections, qu'elle souligne. De même pour Vlad Georgescu, historien de la Roumanie. Il considère que la révolte de 1907 est le signe d'un retard par rapport à un modèle qu'il n'évoque pas nécessairement mais qui est régi par le jeu des partis politiques, des élections, des débats parlementaires et des réformes constitutionnelles :

La révolte de 1907 (...) a mis en lumière la fragilité de l'équilibre social et la nécessité des restructurations agraires. Sous l'influence de la gauche libérale (...), le parti libéral a inclus dans son programme de 1913, l'idée d'une réforme en faveur de l'expropriation des grandes propriétés. (...) La réforme sera mise en application en 1921³².

Ainsi, en quelques lignes, la révolte paysanne est intégrée dans le récit d'une continuité historique, dont le fil directeur est l'accès des paysans à leurs droits. La continuité est fabriquée autour de ces deux étapes inspirées du modèle démocratique : d'une part, la mention de la réforme dans le programme d'un des grands partis du jeu politique roumain (1913) et d'autre part, la mise en application de la réforme en 1921. Enfin, Catherine Durandin participe au même type de discours, qualifiant les événements de 1907 de « révolte primitive » :

Malgré tous les efforts de l'État dans le domaine de l'éducation, la paysannerie pauvre est restée en dehors des cadres du projet d'État-nation. Elle est contrainte de s'exprimer par une violence dépourvue de tout projet politique, susceptible d'être la cible de toutes les manipulations subversives contre l'état bourgeois conservateur³³.

L'évocation de ces exemples montre comment le récit historique a complètement intégré le discours de l'époque sur la modernité, et les principes de l'État-nation, sans en interroger les ressorts.

Ainsi la révolte paysanne constitue le point de départ parce que sa célébrité historiographique en fait un objet de réflexion des plus riches, concernant l'écriture de l'histoire de la contestation en Roumanie. Elle offre la possibilité de formuler de multiples versions de l'histoire, ce qui constitue la matrice même de ma démarche.

- ... *Parce que 1907 est un moment de sédimentation du discours socialiste en Roumanie.*

Les documents de la période offrent à lire un certain nombre de débats sur la responsabilité des socialistes dans l'incitation à la révolte. La presse libérale en a cherché les causes dans les clubs socialistes à la campagne et dans les effets de la propagande. S'il est difficile de mesurer l'influence de la propagande socialiste dans le déclenchement et l'étendue de la révolte, on peut cependant remarquer qu'elle intervient dans un contexte de fermentation des idées socialistes. En effet, elle survient deux ans après la révolution russe de 1905 qui avait eut des échos dans les esprits de ceux qui, en solidarité avec leurs camarades russes, s'installèrent dans le discours socialiste³⁴. D'autre part, la création en 1906 d'une Commission Générale des Syndicats roumains avait pour objectif d'offrir un cadre organisationnel et centralisé aux expressions de la contestation, façonnant ainsi des espaces légitimes de contestation et par voie de conséquence les espaces illégitimes. Enfin, la création du parti social-démocrate en 1910 finit par donner un cadre officiel à la contestation, la réforme agraire occupant le troisième volet du programme du parti, après le volet « politique », et le volet « économique ».

En ce sens, et parce qu'elle a marqué les esprits, la révolte paysanne est présente, évoquée et revendiquée dans les textes des socialistes que l'on trouve dans les années qui suivent. Elle s'érige en modèle ou en objet de légitimation.

Avant d'élargir cette méthode de recherche sur l'historiographie de la contestation, au-delà de 1907, il me semble important de revenir sur les débats qui animèrent le socialisme international quand celui-ci se constitua sous cette forme. En effet, la sédimentation du socialisme en Roumanie est fortement liée à la sédimentation du socialisme Européen. A la fin du 19e siècle, le socialisme de l'Ouest, par le biais de la sociale-démocratie allemande, fixait une doctrine politique, que les individus allait s'approprier dans sa dimension impersonnelle. En Roumanie, les socialistes étant des voyageurs européens, des exilés, ils invoquèrent sans-cesse les modèles qu'ils admiraient. Pour cette raison, revenir sur les modèles en question me semble être une étape de la déconstruction et donc de la compréhension de la pensée socialiste en Roumanie.

III. Les socialismes et le déficit des définitions. S'éloigner des catégories idéologiques

III.1. Socialisme utopique et socialisme scientifique. Pourquoi définir ?

Le socialisme utopique fut défini de la sorte par Marx et Engels pour désigner toutes les doctrines socialistes qui n'entraient pas dans le cadre du socialisme scientifique. Les textes d'Engels destinés à proposer une définition du socialisme, encrée dans le *matérialisme historique*³⁵, apparurent dans le contexte de la constitution du Parti des Ouvriers Sociaux-Démocrate en Allemagne (le SDAP fut fondé en août 1869 sur l'initiative d'Auguste Bebel et de Wilhelm Liebknecht). Au début des années 1870, les groupes socialistes allemands étaient divisés sur des questions de pratiques, et en particulier sur la question de la guerre franco-allemande, et leur union en 1875 répondait d'avantage à la nécessité de faire front commun contre les mesures gouvernementales anti-socialistes, qu'à une réelle unité idéologique. Pour Engels il était devenu nécessaire de proposer un cadre théorique solide et universel, afin de figer le discours socialiste dans une unité de programme, mais aussi d'éliminer les opinions divergentes, selon lui, responsables de l'affaiblissement du parti. Ainsi, pour combattre l'anti-marxiste du Docteur Eugen Dühring de l'université de Berlin, dont les théories commençaient à avoir pignon sur rue dans les milieux socialistes allemands, Engels rédigea un certain nombre d'articles, qui allaient être regroupés dans un volume de propagande, sous le titre français « M. Eugène Dühring bouleverse la science³⁶ ». Cet ouvrage, repris dans toutes les langues européennes, allait devenir la pierre angulaire des leaders socialistes, attachés à fonder une doctrine motivée par la nécessité d'unité. Dans l'introduction à l'édition anglaise de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Engels écrivait :

Le Parti socialiste était en train de devenir rapidement en Allemagne une puissance. Mais pour en faire une puissance, la première condition était que l'unité nouvellement conquise ne fut pas menacée. Or le Dr Dühring se mit ouvertement à grouper autour de sa personne une secte, noyau d'un futur parti. Il devenait donc nécessaire de relever le gant qui nous était jeté et, bon gré mal gré, de mener le combat à son terme³⁷.

Ces textes destinés à la propagande furent traduits, au cours des années 1880, en anglais, en polonais, en français, en italien, en russe,

en danois, en espagnol etc... Ils répondaient à un certain nombre d'objectifs intrinsèquement liés au contexte historique qui les avait vu naître. Il s'agissait de couler le socialisme dans le moule d'un parti et d'en confirmer l'influence au sein de l'Empire Fédéral Allemand, le Deuxième Reich, érigé suite à défaite de la France dans la guerre franco-prusse de 1871. Il s'agissait également de lier le socialisme à la philosophie de l'idéalisme allemand. Et Engels d'écrire dans la préface de la première édition allemande de la même brochure :

Mais si les maîtres d'école de la bourgeoisie allemande ont noyé les grands philosophes allemands et la dialectique dont ils étaient les représentants, dans le borbier d'un sinistre éclectisme, au point que nous sommes contraints de faire appel aux sciences modernes de la nature pour témoigner de la confirmation de la dialectique dans la réalité, nous, les socialistes allemands sommes fiers de ne pas descendre seulement de Saint Simon, de Fourier et d'Owen, mais aussi de Kant, de Fichte et de Hegel³⁸.

Alors que les premiers noms évoqués allaient devenir *a-posteriori*, les pères du socialisme utopique, les seconds seraient les précurseurs du matérialisme historique.

Cette ligne de partage ainsi artificiellement dessinée allait figer pour des générations des catégories idéologiques au service des discours politiques, reléguant indéfiniment la pensée utopique, qualifiée de bourgeoise par ses détracteurs, dans l'ombre du socialisme scientifique, ainsi devenu le seul espace politique légitime du socialisme.

III.2. Les débats au sein de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), le socialisme européen en gestation

C'est sur ce fond de débats que la Première Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs, fondée à Londres en 1864, fut dissoute en 1872, suite aux dissensions inconciliables entre ses membres³⁹. Au cœur des débats, le conflit entre Marx et Bakounine, reflétait l'enclage de cette ligne de partage évoquée plus haut. Tandis que Marx solidifiait le socialisme scientifique dans le discours de la dictature du prolétariat (c'est-à-dire l'appropriation des moyens de production par la conquête des pouvoirs politiques), Bakounine axait sa pensée sur la redéfinition des forces de production, dépourvue de représentativité politique. Le principal point de discordance entre ces deux formations ne concernait pas les

objectifs à atteindre, pour lesquels le consensus l'emportait, c'est-à-dire la redistribution des moyens de production, mais la méthode pour y parvenir, le débat se cristallisait sur les questions de représentativité et d'autorité. Ce qui est à l'œuvre ici, semble-t-il, c'est la prédominance d'un discours sur un autre. Ce processus d'exclusion d'un mode de pensée, par ailleurs inhérent aux idéologies, répondait davantage à des objectifs de légitimation du socialisme scientifique, abreuvé par le *Manifeste Communiste*, qu'à un conflit fondamental, invoqué par ses partisans. C'est au niveau du discours que la rupture se sédimentait, dans la stigmatisation des adversaires. Tandis que les premiers lançaient des attaques de discrédit à l'égard des seconds, ceux-ci répondaient par la même vindicative, intériorisant et enracinant l'illusion d'un conflit fondamental entre les doctrines⁴⁰. La ligne de fracture s'installait au niveau du discours, les marxistes préconisant la conquête prolétarienne du pouvoir et la centralisation politique, les bakouninistes refusant toute forme de représentativité politique. Mais, dans le bouillonnement des événements, et parce que la sédimentation est un processus, au niveau des individus, cette scission n'opérait effectivement que dans l'intensité des débats, loin des dogmatismes que l'on connut par la suite, permettant aux idées de circuler, d'être récupérées, reprises, décortiquées ou abandonnées selon les nécessités discursives. La rupture évoquée semblait relever de la fiction idéologique. D'autant plus que les deux discours se nourrissaient dans le même terreau politique, celui de l'émancipation.

III.3. Interroger le matérialisme historique. Déconstruire le socialisme

C'est en ce sens que j'interroge la dimension universelle du matérialisme historique dans la doctrine socialiste. Mon propos tente de sortir des catégories créées par Marx et Engels, catégories érigées au service du Parti. L'ambition est de comprendre les motifs d'édification de la pensée marxiste, dont l'essence dialectique repose sur l'élaboration de contradictions fondamentales, afin de s'en distinguer. Il ne s'agit pas de se lancer dans une nouvelle définition du socialisme, qui, compte tenu des remarques préliminaires, est impossible à formuler hors des contextes de son évocation. En effet, une telle définition tomberait inévitablement dans les travers d'une démarche idéologisée. En outre, je propose, par l'observation de ses partisans, en Roumanie, de ces individus séduits par le matérialisme historique⁴¹, par l'analyse de leurs

discours, de leurs inter-relations, du rapport qu'ils entretiennent avec les socialistes européens, de questionner non seulement l'écriture de l'histoire du socialisme en Roumanie, mais également de proposer une autre perspective d'approche de la contestation. Déconstruire ainsi les fondements du discours socialiste décale l'attention sur les manifestations sociales dont ils se nourrissent. Dans ce va-et-vient, entre les mécanismes du discours politique et les irrptions de conflits sociaux, se dessinent les fils directeurs de mon propos. Ces fils sont jalonnés de nœuds temporels qui « s'éveillent à des fonctions utopiques-militantes » dans des contextes particuliers, et qui relèvent bien davantage, selon le sociologue Karl Mannheim, des « profondeurs d'âme, d'ancrage autrement plus vital, plus souterraines » que des idées⁴². Les délimitations idéologiques formulées par les théoriciens de la doctrine semblent ainsi troubler davantage l'exploration du passé qu'elles ne l'éclaircissent. Il s'agit de sortir des catégories idéologiques en les observant, au croisement des histoires oubliées, celles des mouvements sociaux.

Si ces trois chapitres ont eut pour ambition de proposer les fondements de la démarche dans laquelle je me situe pour réfléchir sur l'histoire de la contestation en Roumanie, il convient maintenant de dire un mot sur les sources d'une telle démarche. En effet, l'évocation de ces traces d'espoir, de ces manifestations de colère, reléguées aux marges du récit historique sur la modernité, est intimement liée non seulement à l'endroit des sources mais aussi à la manière de les aborder. Où repérer, dans la masse des sources sur le sujet, ces marques du passé qui véhiculent une vision du monde dans la possibilité de ses versions ? Et comment échapper aux catégories alors même que les sources disponibles sont celles que les historiens du matérialisme historique d'après 1945, ont eux-même *exploitées*, non sans y apporter leur propre version ?

IV. Écrire l'histoire des mouvements sociaux dans un pays post-communiste. Réflexions initiatiques sur les sources et voyage anthropologique dans les archives

Concernant l'historiographie sur le sujet, on peut distinguer trois phases. La première, dans l'entre-deux guerres et le contexte de la formation du parti social-démocrate, l'interprétation des sources s'alignant sur les exigences des lignes politiques du parti. La deuxième, pendant la

période communiste. La systématisation des informations et le fantasme de l'exhaustivité absolue dans la perspective de légitimer le régime en place, confère aux ouvrages historiques de la période communiste un apport considérable en références de première main. Enfin, l'historiographie post-1989 sur les débuts du socialisme en Roumanie répond à un double mécanisme. D'une part le désintérêt des chercheurs pour cette histoire dû au soucis de revenir sur les prémisses de la pensée libérale en Roumanie, négligés par plus de quarante années d'histoire communiste, et d'autre part, la légitimation du parti social-démocrate, qui compte se distinguer du parti communiste. L'historiographie de cette période semble globalement limitée par les impératifs politiques de ses auteurs. Je développerai ici l'historiographie la plus abondante, celle liée à de la période communiste.

IV.1. La première étape, se défaire du fantasme de vérité dans les archives

Une des préférences des historiens en matière de recherche se trouve dans les archives, selon le présupposé que les archives seraient l'autorité infaillible du récit sur les événements. Pourtant le rapport de la recherche aux archives soulève bien des questions non résolues concernant la discipline. C'est pour cette raison que je porte ici une attention particulière au sujet, en premier lieu autour des réflexions de Jacques Derrida⁴³, qui me semblent d'autant plus pertinentes dans le cas de la recherche en Roumanie, que les Archives Nationales ont fait l'objet d'une attention systématique plus de 40 ans durant, de la part des historiens du Parti.

A mesure que j'explorais les archives roumaines, je réalisais qu'elles n'allaient pas me livrer ce pour quoi je les avais sollicitées. Je trouvais un apport méthodologique essentiel auprès de la philosophie de Jacques Derrida. Je comprenais avec lui qu'il me fallait

commencer par distinguer l'archive de ce à quoi on la réduit trop souvent, notamment l'expérience de la *mémoire* et le retour à l'*origine*, mais aussi l'*archaïque* et l'*archéologique*, le souvenir ou la fouille, bref la recherche du temps perdu⁴⁴.

L'archive, qui selon ses racines étymologiques, *Arkhé*, désigne à la fois le commencement et le commandement, « ne se livre donc jamais au cours d'un acte d'anamnèse intuitive qui ressusciterait, vivante, innocente ou neutre, l'originarité d'un événement »⁴⁵. Cette éclairage étymologique

soulageait la perplexité dans laquelle je me trouvais systématiquement dans les centres d'archives roumains. En effet, même si la plupart des dossiers que je consultais dataient de la période que j'avais retenue, c'est-à-dire le tournant du 20^e siècle, ils faisaient partie des inventaires élaborés par les historiens du Parti après 1945. J'observais à chaque fois la double opération d'autorité à l'œuvre sur les documents, la première qui avait consacré le document au statut d'archive, la deuxième, qui avait ré-ordonné le document selon les critères du régime communiste.

Il me fallait donc composer avec ce qu'impliquait de tels constats. Et la pensée post-moderniste de Jacques Derrida allait m'indiquer que l'historien *n'écrit* pas l'histoire, mais *fabrique* le passé.

IV.2. L'effet post-communiste et l'adaptation de la recherche

Ce travail dans les archives a donc révélé une autre réalité omniprésente, celle du passage des communistes. Si ce que l'on nomme les sources, à mesure où elles s'érigent au statut de source, répondent déjà à des dynamiques de légitimation de pouvoir et d'autorité concernant la fabrication du présent, au moment où elles passent entre les mains de régimes autoritaires, elles subissent un deuxième effet de subjectivisation, dont les pratiques classiques se déploient dans la « réorganisation » des dossiers, selon les critères du matérialisme historique. La réorganisation ainsi mentionnée se réfère par ailleurs bien plus à un art de la désorganisation, (camouflé dans la prétention d'établir un *autre* ordre), qui brouille davantage la lecture qu'elle ne l'éclaircit. Ainsi, les critères de la réorganisation apparaissent dans des formes plus ou moins évidentes que je me propose de résumer ici. L'une des opérations récurrentes se trouve dans la légitimation du régime en place par le biais de la mise en valeur de la répression opérée d'antan par l' « État bourgeois » sur le « peuple opprimé ». En d'autres termes, le classement des archives doit démontrer l'efficacité de la lutte des classes. On peut donc observer que les archives des instances de répression mises en place par les autorités bourgeoises et conservatrices sont soigneusement ordonnées, classées, numérotées, dans d'interminables inventaires, démontrant le caractère subversif de leur contenu, établissant des « précurseurs » du communisme. Également signifiant est le nombre de dossiers, la masse faisant preuve. Un autre principe observé qui préside à la réorganisation des dossiers consiste en la suppression assumée d'un certain nombre d'entre eux, jugés inutiles, ou bien à l'assemblage de dossiers venus de différents

fonds d'archives, considérés en toute subjectivité comme participants à un même événement⁴⁶. Un des exemples qui me paraît illustrer le mieux ce constat, c'est la recherche que j'ai pu mener, pour trouver des statuts d'associations, de groupes d'individus qui auraient décidé à un moment donné de formuler un désir commun de changement, ce qui constitue la matière première de ma recherche. Contre toute attente, les traces ne sont pas dans les inventaires des préfectures, mais on les trouve au hasard des inventaires reconstitués sous des titres évocateurs : « mouvement syndical en Transylvanie, 1846-1943 » ou « l'union socialiste et les clubs ouvriers de Roumanie », dans lesquels on peut trouver aussi bien des dossiers personnels sur les individus, des articles de presse, des rapports d'activités économiques, des documents juridiques etc... L'accessibilité au document est donc rendue aléatoire par la ré-organisation, et donne tout son sens au principe de *désorganisation* des archives opérées par les communistes.

Ainsi, ce principe orchestré par le P.C.R, grâce à de multiples ressorts de manipulation, a su fabriquer les événements. Si ce processus préside à toute classification des archives, quelque soit le régime politique en place, l'opération est si radicale et menée dans un tel dogmatisme chez les communistes qu'il est difficile de l'ignorer.

Une grande partie de mon travail dans les archives consiste donc à identifier ce que les Camarades ont voulu signifier, afin de saisir éventuellement ce qui leur a échappé. Je trouve ces endroits de négligence dans les archives des localités, qui semblent avoir subi une systématisation plus mesurée. Ainsi le travail d'organisation/désorganisation des documents ne semble pas relever de la même intensité selon que l'on se trouve dans la capitale ou en province. La même démarche s'impose pour la lecture des récits historiques de l'après 1945. Je cherche dans les milliers de pages de l'histoire des communistes, au service du Parti, en premier lieu ce qu'ils ont voulu dire, pour le déconstruire, puis ce qu'ils disent effectivement, discours invisible logé dans une infinité de petits détails, dont les plus significatifs se trouvent dans la manière d'organiser les informations, dans la répétition des mêmes références, dans la création de figures prédominantes, dans l'édification de lieux de mémoire etc...

IV.3. Les lieux des interstices du passé

J'alimente donc cette histoire des possibles par des documents d'archives qui n'abritent pas les traces de ce qu'il s'est *vraiment* passé, mais plutôt les traces de ce qu'il *aurait pu* se passer. C'est l'expérience

des archives qui d'une certaine manière induit la méthode, ces dernières étant le lieu de toutes les interprétations. Le récit des contingences dans leur dimension indéterminées⁴⁷, trouve donc ses sources dans les mêmes archives qui alimentent le récit de la continuité, la variation du point de focale constituant l'acte principal du décalage. Ainsi, en considérant le contingent dans l'une des acceptations qu'en fait Ivan Ermakoff, c'est-à-dire comme « ce qui ressort des conjonctures collectives ouvertes à de multiples scénarios probables »⁴⁸, le récit se construit sur la base de ce qui lie les individus entre eux, de ce qui fait la matière de leurs interdépendances. Et cette matière se trouve dans les ébauches de programmes, les paroles restées dans le silence, les réunions syndicales, les correspondances personnelles qui expriment les craintes, les requêtes, les doutes. Ces individus, ces acteurs marginaux de l'histoire officielle, ceux-ci qui n'ont pas eu d'influence dans les parlements ou les instances du pouvoir, mais qui façonnent les sociétés humaines par ce qu'ils se disent, s'échangent, se rêvent.

Un autre puits d'informations, de données disparates, ponctuelles, subjectives, qui ouvre le champ aux multiples versions du monde, se trouve également dans la presse partisane de l'époque. La période étant caractérisée par une effusion de publications, chacune se délectant dans la possibilité d'exprimer sa version du monde en toute liberté, et de rêver à la possibilité de son universalisation, ces feuilles de choux abreuvent également le récit que je propose de la contestation.

En guise de conclusion pour ce dernier chapitre, je propose avec une pointe de dérision d'ouvrir une fenêtre anthropologique ouverte sur la recherche dans les archives roumaines, qui n'apporte rien à la démonstration mais qui sera éventuellement utile au lecteur ayant l'ambition de s'aventurer dans les centres d'archives de Roumanie, et à celui qui voudra se délecter d'un témoignage sur les réminiscences d'un passé communiste dans notre monde moderne.

Fenêtre ouverte sur les archives...

... Une fois le centre d'archive repéré, il s'agira donc de s'y rendre équipé d'une patience à toute épreuve, et d'une disponibilité sans limites, ... L'entrée dans la salle de lecture ne se fera qu'après le relèvement d'identité par un agent de police, qui depuis sa cabine ou son bureau, situé sur le pas de la porte, meurt souvent d'un ennui dont il faudra le tirer avec la plus grande délicatesse. Puis il faudra procéder à la création d'une carte de lecteur auprès des archivistes, sur justification des thèmes de recherche, ceci dans chaque centre d'archives, les cartes s'accumulant dans les portefeuilles trop étriqués. La carte de lecteur en main, il ne faudra pas oublier de s'identifier, dater et signer dans le registre des lecteurs. Puis il faudra compléter des bulletins de commande sur la base d'une recherche préliminaire dans les inventaires. Ces mêmes inventaires seront délivrés par leurs gardiens, les archivistes, selon les mots clés qu'on aura su leur insuffler. Et alors commencera l'interminable effeuillage des inventaires. Les yeux devront s'habituer à les parcourir rapidement, intégrant le vocabulaire de chaque inventaire et formulant des mots clés adaptés, en fonction de l'esprit qui semblera avoir mené à son organisation. Et il faudra noter, au fur et à mesure les numéros des dossiers, l'année, le nom complet de l'inventaire duquel il sont issus, dater et signer encore. L'opération complète sera répétée quinze fois, selon les limites de commande quotidienne, puis il faudra aussi regrouper cette commande sur un autre bulletin où de nouveau, il faudra mentionner les numéros de dossier, les années, les noms d'inventaire, dater et signer, encore. Chaque case sera minutieusement vérifiée par l'archiviste, le moindre oubli, la moindre erreur signalés et l'opération à refaire. Ces manœuvres abrutissantes participeront, avant même d'avoir ouvert le premier dossier, à l'atmosphère apathique qui règne dans les salles de lecture, où chacun retient un bon nombre de frustrations liées à l'inutilité non confessée de ces gestes systématiques. Une fois cette demande accomplie et selon les centres d'archives, les documents seront délivrés dans un délai pouvant aller de quelques dizaines de minutes à quelques jours. Mais, il ne faudra pas laisser l'excitation liée à l'apparition sur un bureau de ces piles de dossiers souvent manuscrits, de toutes façons jaunis, et dégageant une forte odeur de moisi, prendre

le dessus sur les rituels, et il faudra garder une grande attention aux procédures à respecter tout le long de l'effeuillage de ces dossiers. En premier lieu, il faudra de nouveau se présenter, dater et signer à l'ouverture de chaque dossier sur un document de type communiste, prenant systématiquement la place du premier feuillet, attaché à cet endroit par les archivistes d'un autre temps, et destiné à pister les activités de chacun. Et si jamais le lecteur émet le désir de photographier certains feuillets, afin d'en garder une trace fidèle, il faudra payer une taxe de 7 lei par jour, auprès de la trésorerie des archives. Le lecteur pourra profiter de cette occasion pour prendre l'air, puisque l'argent devant être versé directement sur le compte des archives nationales par mandat postal, celui-ci devra se rendre au bureau de poste le plus proche et effectuer cette transaction. Il aura éventuellement la chance de ne pas tomber le jour du versement des retraites, le cas échéant, il devra prendre la sage décision de reporter au jour suivant ses précieux clichés ou bien subir l'attente interminable qui fait la réputation des bureaux de poste. Si l'aventure lui plaît, et si le cœur lui en dit, il pourra profiter de l'occasion pour participer aux discussions qui naissent dans ces files d'attente et saisir l'état d'angoisse et de désespoir dans lequel les vieux de Roumanie guettent chaque mois le versement de leurs quelques centaines de lei. Puis, si l'apprenti photographe d'archive ne s'est pas trompé de mandat postal, et s'il y a mentionné correctement l'adresse qui figure sur sa carte d'identité, qu'importe que celle-ci n'existe plus depuis des années, il pourra se réjouir d'une pause café ou d'un déjeuner réconfortant, les heures le séparant du dernier repas commençant à s'accumuler. Il devra profiter de ce moment pour fantasmer sur le contenu des dossiers qu'il lui restera à parcourir mais surtout recharger ses batteries physiques et psychiques, parce qu'il ne sera pas au bout de ses défis bureaucratiques.... (à suivre)

Conclusion

Cet article a donc eu pour objet principal de proposer une méthode d'approche du récit de la contestation en Roumanie au tournant du 20e siècle, par le biais de deux éléments clés de la contestation, les mouvements sociaux et le socialisme. Cette méthode ainsi définie est le

résultat d'un processus d'appropriation des sources repérées sur le sujet. Que ce soit dans les archives ou dans les récits historiques sur la période, l'ensemble des sources offre un terrain propice à la déconstruction. En effet, la lignée post-moderniste dans laquelle je me situe n'est pas seulement une préférence théorique, mais semble être l'option méthodologique la plus pertinente pour éclairer un tel sujet. Dans cette perspective, la vérité n'est pas un motif de la recherche, qui laisse donc de côté toute notion de « nature » ou d'« essence » des choses. Au contraire, cette méthode d'approche admet le caractère inévitablement construit de la réalité, étant l'objet d'un enchevêtrement multiple de discours. En ce sens les historiens au service du P.C.R., cherchant à légitimer son autorité par la réappropriation du passé, ont constitué des corpus de documents et d'analyses, accessibles aujourd'hui quasiment dans leur état de création, mines inépuisables de constructions historiques. Le récit de la contestation, en tant que version esquissée d'un monde des possibles, émerge de la déconstruction de ces discours. L'attention portée à la compréhension des mécanismes à l'œuvre dans l'édification du discours sur la modernité, permet de décaler l'attention sur ce qui lui échappe, l'indéterminé. L'emprunt à la sociologie et aux autres sciences humaines d'une grande partie des ressorts discursifs de mon argumentation, les concepts de mouvements sociaux, d'utopie, d'histoire fragmentée et de temporalités événementielles, révèle combien la discipline historique manque de leviers théoriques concernant le sujet. Ainsi, l'intérêt de cette digression méthodologique réside également dans la critique de la discipline dans laquelle elle s'inscrit. D'un autre côté, la dimension pluridisciplinaire que suscite cet état de fait apporte certainement beaucoup à la démarche.

Cette méthode, incluant une réflexion sur les transferts de modèles n'interroge pas seulement les pratiques et les mécanismes du discours socialiste en Roumanie mais pose également la question de la sédimentation du discours socialistes à l'échelle de l'Europe et de sa légitimité.

Pour revenir sur le point de départ de l'analyse, l'étude de la contestation par le prisme de la révolte paysanne de 1907, elle est convoquée justement parce qu'elle présente l'intérêt historiographique de révéler plusieurs versions de l'histoire. Si les versions servant le discours sur la modernité constituent les principales versions visibles, que ce soit celle des libéraux, ou celle des communistes, il reste à écrire une version affranchie d'ambitions idéologiques, une version qui évoquerait la multitude de possibilités suscitées par un tel moment de fracture sociale.

NOTES

- 1 J'appelle « le tournant du 20e siècle » la période se déroulant entre le traité de Berlin et la Première guerre mondiale.
- 2 Bien que le centenaire de la révolte ait relativement renouvelé les recherches sur le sujet, notamment par la publication des documents des archives de l'armée, ȘPERLEA, F., DRĂGHICI, L., STĂNESCU, M., *Armata Română și răscoala din 1907*, Editura militară, București, 2007 et autour de corpus d'articles (MAMINA, A., « 1907-o criza a periferiei », in *Academica*, n°60-61, 2007, disponible en ligne <http://www.criticatac.ro/14785/1907-criz-periferiei/> ou un dossier sur 1907 dans le journal en ligne *critic atac* <http://www.criticatac.ro/15138/impactul-rscoalei-din-1907-arta-modern/>, il n'existe pas d'ouvrage de synthèse récent revisitant le sujet.
- 3 TODOROVA, M., « The trap of Backwardness : Modernity, Temporality, and the study of Eastern European Nationalism », in *Slavic Review*, Vol. 64, n°1 (spring 2005), p. 143 (ma trad.).
- 4 C'est le postulat de Zigmunt Bauman, dans *Liquid Modernity* (Cambridge, Mass., 2000), « L'histoire du temps a commencé avec la modernité » (ma trad.), cité dans TODOROVA, M., *ibid.*, p. 140.
- 5 *Ibid.*, p.143 (ma trad.).
- 6 *Ibid.*, p. 142 (ma trad.).
- 7 *Ibid.*, p.145 (ma trad.).
- 8 WERNER M., ZIMMERMANN B., « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n°1, 2003, p. 7-36.
- 9 En 2012-2013, « repenser le 19ème siècle », et notamment dans la perspective de leurs réflexions menées depuis 2005 sur le rapport de Walter Benjamin à l'histoire, autour du « livre des passages » et de « Paris, capitale du 19ème siècle », « Actualités de Walter Benjamin, Histoire et politique », 2013-2014.
- 10 RIOT-SARCEY, M., « Le temps et les historiens », in *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 25, 2002.
- 11 RIOT-SARCEY, M., « Comment relire le XIX^e siècle ?, La Revue d'histoire du XIX^e siècle au milieu du gué », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n°31, 2005, p.12.
- 12 HAUPT, G., *Le congrès manqué. L'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Maspero, Paris, 1967, 299 p. Voir aussi l'ouvrage collectif, HAUPT, G., LOWY, M., et WEILL, C., *Les marxistes et la question nationale: 1848-1914*. 1 vol. Bibliothèque socialiste, Maspero, Paris, 1974, 391 p.
- 13 PIGENET, M., TARTAKOWSKI, D., *Histoire des Mouvements Sociaux en France de 1814 à nos jours*, La découverte, Paris, 2012, p. 9.
- 14 RIOT-SARCEY, M., *Le réel de l'utopie, essai sur le politique au XIXème siècle*, Albin Michèle, Paris 1998.

- 15 Jacques Rancière voit dans la politique un conflit, une dichotomie entre d'une part la police comme gouvernement et d'autre part le processus d'émancipation. Voir RANCIERE, J., *Aux bords du politique*, Essai Folio, Gallimard, 1998.
- 16 RIOT-SARCEY, M., *op.cit*, p.18.
- 17 Ou plutôt dont personne ne se serait souvenu si les communistes n'est avaient pas fait des héros nationaux, pour certains. Je reviendrai sur ce sujet dans le dernier volet de cette argumentation.
- 18 De nombreux penseurs, sociologues et philosophes se sont attachés à introduire la notion de discontinuité dans le récit historique, repérable dans les formes de contestation. Le vocabulaire utilisé varie des uns aux autres : Walter Benjamin parle d'« interruptions », Foucault d'histoire « fragmentée» (voir *Les mots et les choses*) ou encore Jacques Rancière et Derrida interrogent les sources de la science historique (voir Derrida, « Mal d'archives » et Rancière, « les noms de l'histoire »). Je tiens aussi à mentionner Armand Gatti, penseur et metteur en scène, qui utilise le théâtre pour se faire rencontrer sur scène les différentes versions de l'histoire (voir *La traversée des langages*, La Parole errante, Montreuil, 2012).
- 19 BENJAMIN, W., *Paris, capitale du XIXème siècle*, 1939, p. 4, in édition électronique réalisée à partir du texte de Walter Benjamin, « Paris, capitale du XIXe siècle », «exposé» de 1939 – écrit directement en français par W. Benjamin – in *Das Passagen-Werk (Le livre des Passages)*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1982, pages 60 à 77.
- 20 TILLY, C., *La France conteste de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986, p. 15.
- 21 RIOT-SARCEY, M., *Le réel de l'utopie, op.cit.*, p. 7.
- 22 *Idem*.
- 23 BENJAMIN, W., *Sens Unique*, Lettres Nouvelles, Paris, 1978.
- 24 LOWY, M., « Progrès et catastrophe. La conception de l'histoire de Walter Benjamin », in *Historein, Interventions*, Volume 4, 2003-2004, <http://www.nnet.gr/historein/historeinfiles/histvolumes/hist04/hist04cont.htm>
- 25 BENJAMIN, W. *op. cit.*, p. 205-206, in LOWY, M., *idem*, p.201.
- 26 RIOT-SARCEY, M, *op. cit*.
- 27 RIOT-SARCEY, M., *op. cit*, p. 14.
- 28 Le grand historien du stalinisme, Mihail Roller, a publié dès 1945 un recueil de documents en trois volumes sur les révoltes paysannes de la période, 1888, 1899 et 1907, *Răscoala țărănilor*, 3 vol., Editura de stat, 1945.
- 29 GIORDANO, C., « Réformes agraires et tensions ethniques en Europe centrale et orientale », in *Études rurales*, n°159-160, 2001, p. 217.
- 30 Entre autres, ROSETTI, R., *De ce s-au răsculat țărani*, Eminescu, 1987, RAKOVSKI, C., *La Roumanie des Boyards*, V. Giard et E. Brière, Paris, Cercul de Editura socialistă, Bucarest, 1909, CARAGIALE, I. C., *1907 – Din primăvară pînă-n toamnă*, Adevărul, București, 1907, ORNEA, Z., *Viața lui C. Stere*, Vol. 1, Cartea Românească, București, 1989.

- ³¹ HITCHINS, K., *Romania, 1866-1947*, Humanitas, 2ème édition, 1998, p. 134 (ma trad.).
- ³² GEORGESCU, V., *Istoria românilor, de la origini până în zilele noastre*, Humanitas, 3ème édition, Bucarest, 1992, p.144 (ma trad.).
- ³³ DURANDIN, C., *Istoria românilor*, Institutul European, Iași, 1998, p. 142. (ma trad.).
- ³⁴ Christian Rakovski, militant de l'Internationale socialiste, est l'un des agitateurs socialistes les plus visibles de la période, notamment suite à la fondation du journal *România muncitoare* (1905), et des cercles socialistes du même nom dans les provinces roumaines. Il publie de nombreux articles, manifestes, analyses, contribuant à donner de l'épaisseur à la pensée socialiste locale.
- ³⁵ L'expression est fondée par Engels en 1892 mais découle de la « conception matérialiste de l'histoire » de Karl Marx aux fondements des théories politiques et économiques du marxisme, qu'il développe dans le *Manifeste du Parti Communiste* (1848). Selon le marxologue Maximilien Rubel, la conception matérialiste de l'histoire de réfère à « un instrument de connaissance et d'explication de la réalité sociale et historique » (RUBEL, Maximilien, Karl Marx, *Essai de biographie intellectuelle*, Rivière, Paris, 1957, p. 171), appliquée à la lutte des classes au moyen de la dialectique. Dans cette conception de l'histoire les rapports sociaux des êtres humains et leur mode de vie social, politique et intellectuel sont déterminés par le mode de production qui régit la société.
- ³⁶ Ses articles furent d'abord publiés dans le *Vörschwartz* de Leipzig, organe du Parti Socialiste allemand, puis regroupés ensuite dans un volume sous le titre « M. Eugène Dühring bouleverse la science », publié en 1878 (en ligne http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_friedrich/anti_duhring/anti_duhring.html), contre les théories socialistes anti-marxistes de Dühring et enfin puis sous forme de brochures destinées à la propagande, traduites dans plusieurs langue « socialisme scientifique et socialisme utopique », au début des années 1880.
- ³⁷ <http://www.marxists.org/francais/marx/80-utopi/utopi-0.htm>
- ³⁸ *Ibid.* « Socialisme utopique et socialisme scientifique ».
- ³⁹ Sur ce sujet, voir MAITRON, J., *Le mouvement anarchiste en France*, T. 1, « des origines à 1914 », Maspéro, Paris, 1975.
- ⁴⁰ Voir par exemple l'ouvrage de Karl Marx paru en 1947, *Misère de la philosophie*, rédigé en français, en réponse au texte de Joseph Proudhon, celui qu'on a appelé le père de l'anarchisme français, *Philosophie de la Misère*, dans lequel il discrédite point par point les arguments de celui-ci.
- ⁴¹ Constantin Dobrogeanu-Gherea, d'origine bessarabienne, après une formation idéologique auprès des nihilistes russes, se fit le fervent défenseur du marxisme en Roumanie et contribua grandement par ses activités à enraceriner la pensée socialiste roumaine dans le matérialisme historique.

- 42 MANNHEIM, Karl, *Idéologie et utopie, édition de la maison des sciences de l'homme*, Paris, 2006, p. 175.
- 43 DERRIDA, J., *Mal d'archives*, Galilée, Paris, 1995.
- 44 *Ibid.*
- 45 *Ibid.*, p. 7.
- 46 Voir les préfaces des inventaires, rédigés par les archivistes d'alors, et indiquant les méthodes de classification qui ont présidé à l'organisation des dossiers.
- 47 Voir à ce sujet l'article de ERMAKOFF, I., « Contingence historique et contiguïté des possibles », in *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n°24, 2013.
- 48 *Ibid.*, p. 40.